



Perpignan, le 28 juillet 2022

CONFERENCE DE PRESSE

Pas d'agriculture sans eau !

Pas de souveraineté alimentaire sans agriculture !

L'État doit réagir de toute urgence.

En pleine période de sécheresse, d'inflation continue, d'augmentation des charges et encore touchés par les aléas climatiques, les agriculteurs sont acculés et déplorent un manque de concertation et de soutien de l'État et de l'administration.

L'État doit réagir de toute urgence ! Il en va de la survie de l'agriculture locale et de ses agriculteurs.

Les problématiques de sécheresse se font ressentir dans les Pyrénées-Orientales.

Le Comité « ressource en eau » se réunit tous les quinze jours et depuis peu toutes les semaines. Les secteurs des Aspres et de la Têt sont à ce jour considérés en « Alerte » et le secteur du Tech en « Alerte renforcée ».

Alors même que l'application de ce décret est récente, l'administration locale veut monter encore d'un cran en classant notamment le secteur du Tech en niveau de « crise » entraînant l'arrêt total de l'irrigation agricole. C'est impensable et inacceptable, sur ces secteurs. Il est indispensable de maintenir l'utilisation des volumes d'eau nécessaire à la bonne conduite des cultures arboricoles, viticoles, maraîchères et fourragères.

La ressource en eau est vitale et nous sommes pleinement conscients qu'il faut la préserver ! Quand l'économie du tourisme bat son plein, l'État ne peut pas condamner nos agriculteurs à abandonner leurs cultures et le fruit de leur travail. L'irrigation est un facteur clé de l'économie agricole.

La gestion de l'eau est au service d'une production pérenne pour assurer la souveraineté alimentaire. Depuis des années nous demandons que soient développées de nouvelles ressources en eau, notamment avec des solutions de stockage réparties sur le territoire, mais rien ne bouge ! Il est grand temps que les promesses faites dans le cadre du Varenne de l'eau se traduisent avec des réalisations concrètes sur le terrain.

Pas d'agriculture sans eau ! Pas de nourriture sans agriculture !

Les problématiques environnementales et de nouvelles réglementations renforcées viennent contraindre les productions et alourdir davantage les producteurs.

Dans le département, plus de 126 000 ha sont classés Natura 2000 et de nouvelles zones de protection renforcées sont susceptibles d'impacter lourdement l'agriculture voire de la faire disparaître.

Aucune concertation des acteurs ! (Avant la présentation du dossier dans la CDNPS).

Il est vital pour l'avenir des générations futures qu'un travail de réflexion collective soit mené et que des solutions compatibles avec l'économie de la filière agricole soit apportées.

Nous vous invitons à une conférence de presse :

Vendredi 29 Juillet à 9h30 au Domaine Les Roses de Prade à Saint-Génis-des-Fontaines, chez Baptiste Cribaillet afin d'évoquer plus précisément l'ensemble des sujets qui touchent le monde agricole et le mettent en péril.

Il est urgent que les instances agissent et réagissent.

Il est urgent que nos voix soient entendues.

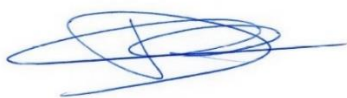
Il est urgent que des solutions soient apportées, pour l'avenir du métier d'agriculteur et la sécurisation des populations !

ENSEMBLE, défendons Notre Agriculture !

Pierre HYLARI,
Président JA 66



David DRILLES,
Président Syndicat des Vignerons 66



Bruno VILA,
Président FDSEA 66



Contacts presse :

- Pierre HYLARI, Président JA 66 : 06 09 37 69 54
- David DRILLES, Président Syndicat des Vignerons 66 : 06 13 53 45 87
- Bruno VILA, Président FDSEA 66 : 06 86 28 87 05